

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92 013 Nanterre Cedex

NANTERRE, le 19/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CPCU GRENELLE**

10 PLACE DE BRAZZAVILLE  
75 015 Paris

Code AIOT : 0006506240

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement CPCU GRENELLE implanté 10 PLACE DE BRAZZAVILLE 75 015 Paris. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de la visite d'inspection concerne le suivi d'établissement à enjeux dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2023. Ont été vérifiés les précédentes remarques et observations ainsi que des points de contrôles sur les OTNOC et l'autosurveillance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPCU GRENELLE
- 10 PLACE DE BRAZZAVILLE 75015 Paris
- Code AIOT : 0006506240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) transporte et distribue de la chaleur pour répondre aux besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire en métropole parisienne de l'habitat et du tertiaire public ou privé.

La CPCU exploite sur son site de « Grenelle » une chaufferie composée de 5 chaudières d'une puissance totale de 548,7 MW comprenant :

- 3 chaudières (4, 5 et 6) d'une puissance unitaire de 123,7 MW utilisant du gaz naturel depuis le 01/01/2016 afin de respecter les nouvelles valeurs limites d'émissions (VLE) concernant les rejets atmosphériques ;
- 2 chaudières (7 et 8) d'une puissance unitaire de 88,8 MW utilisant du biocombustible liquide appelé ester méthylique d'acides gras (EMAG) ou BioTech D depuis le 30/06/2016.

L'installation relève de la rubrique 3110 et est soumise à autorisation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques
- rejets aqueux
- bruit
- risque incendie
- exploitation dans les conditions autres que normales (OTNOC)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Aucune des fiches de constat ne fait l'objet de propositions de suites administratives.

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté d'une part, que les non-conformités et observations issues des précédentes inspections avaient été levées et d'autre part, que l'exploitant était conforme sur le sujet de l'autosurveillance et de la gestion de l'exploitation dans les conditions autres que normales (OTNOC).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a transféré le rapport bruit n°10755367-1-1 et 2-1, fait par Bureau Veritas à la suite de l'intervention du 30/04/2021 au 03/05/2021 et du 03/06/2021 au 04/06/2021. L'inspection a constaté que les valeurs mesurées aux 4 points de mesure étaient conformes, notamment l'émergence calculée pour le point 4 en période nocturne qui est de 1 dB(A), pour une émergence autorisée à 3 dB(A). La non-conformité peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie, y compris les sous-sols, étages et local des groupes électrogènes, sont équipés de dispositifs mécaniques d'évacuation des fumées et de chaleur. Ces dispositifs sont conformes aux normes en vigueur et notamment à l'instruction technique IT246 relative au désenfumage dans les installations recevant du public.
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a transmis l'attestation de conformité de désenfumage IT 246. La vérification technique a été effectuée par le bureau d'études Apave le 31/05/2022. Le rapport conclut que les installations de désenfumages mécanique et naturel de l'établissement CPCU GRENELLE sont conformes aux dispositions constructives de l'IT 246.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - SSI A dont la réalisation et la réception sont effectuées conformément aux normes en vigueur [...]  En l'absence de service de sécurité composé d'agents qualifiés et pendant la présence du personnel, l'exploitant établit pour chaque personne chargée de l'exploitation du SSI A, une attestation de formation à l'utilisation de ce dispositif qui porte notamment sur la signification des différentes signalisations, la conduite à tenir en cas de dérangement et, en cas d'alarme, les modalités d'action sur une commande manuelle. La liste des personnes formées est disponible sur site, tenue à jour et à la disposition de l'IIC.
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a transmis son certificat de conformité du SSI qui répond aux exigences du référentiel NF-508 (NF-SSI) en vigueur. La non-conformité peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protections individuelles du personnel d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à la disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre. Une réserve d'appareils respiratoire isolants (ARI) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Elle est apte à faire face aux éventuelles situations dégradées.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'appareil respiratoire avait été déplacé du local maintenance vers la zone de passage du couloir, améliorant son accessibilité. La non-conformité est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 7.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie et de présence de gaz. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la détection incendie fait par la société DEF. Le contrôle est réalisé semestriellement. Le dernier rapport (référence : 59719440359M) fait suite à la maintenance débutée le 04 septembre 2023 et terminée le 07 septembre 2023. Une remarque du rapport indique que certains détecteurs incendie ne fonctionnent plus correctement et propose notamment la mise en place de socles étanches pour les détecteurs. L'exploitant a indiqué avoir une procédure d'astreinte sous 4h pour interventions curatives du système et que la mise en place de socles étanches n'était pas une intervention curative mais une amélioration du système afin d'éviter les défauts récurrents de ces détecteurs soumis à une ambiance potentiellement humide de la chaufferie (échappement de vapeur lors de conduite des process). Par courriel du 09/11, l'exploitant a précisé que qu'un devis avec la société DEF avait été réalisé le

11/10/2023 et que la commande des socles étanches avait été effectuée. En mesures compensatoires et en plus de la protection aspirante déjà présente dans la zone et dans le système, l'exploitant a mis en place une vigilance particulière sur la zone par les opérateurs lors de leur ronde via des consignes journalières. L'exploitant a transmis un extrait des consignes demandées dans le mail du 09/11/23.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre de la traçabilité des rondes dans lequel sont présentés notamment : le matériel vérifié, les potentielles déficiences, l'heure, la date, etc.</p> <p>Les points à vérifier lors d'une ronde sont établis dans une procédure qui respecte la prescription susvisée.</p> <p>L'observation est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi, interprétation et diffusion des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures d'autosurveillances du mois précédent. [...] Les résultats sont transmis dans le mois suivant leur réception à l'IIC et à la Préfecture de Police.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté lors de la visite que les déclarations GIDAF étaient au statut "enregistré" donc non recevable par l'inspection. L'exploitant ayant indiqué un changement de gestion en interne pour les déclarations GIDAF, il a assuré de régulariser prochainement ses déclarations. Le 27/10/23, l'inspection a constaté que les déclarations avaient été régularisées. Des dépassements réguliers l'azote sont présents et l'exploitant justifie que le dépassement est issu de l'eau de seine en entrée de process, que par conséquent il n'y a pas possibilité d'agir sur cela. Des anomalies récurrentes sur le débit sont indiquées mais cela a été identifié comme un bug GIDAF car la VLE indiquée est de 0 m3/j. L'inspection a indiqué à l'exploitant que ce bug avait été remonté au Service de Prévention des Risques. Enfin, l'exploitant a rencontré des dépassements de VLE sur les paramètres DCO et AOX dont la cause a été identifiée comme un problème d'injection et a été corrigée. L'inspection a constaté que le bilan annuel 2022 pour l'établissement de CPCU GRENELLE était conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2014, article 10.1.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmissions des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des mesures acoustiques réalisées au titre des articles 10.1.9.1 et 10.1.9.2 (mesures périodiques tous les 3 ans) sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b> Voir point de contrôle n°1. L'observation est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la Meilleure Technique Disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué que son procédé était caractérisé par deux modes de fonctionnement : le mode stabilisé et le mode transitoire. Le mode stabilisé correspond à une période normale de fonctionnement, tandis que le mode transitoire correspond à un OTNOC.  L'article 3.2.6 de l'AP portant autorisation d'exploitation du 24/07/2014, indique que le seuil de charge de 25% de la puissance thermique nominale des installations de combustion, soit 30 MWh pour les chaudières 4,5,6 et 20 MWh pour les chaudières 7 et 8, détermine la fin de la période de démarrage et le début de la période d'arrêt. L'exploitant a précisé que cela correspondait également à environ 40 T de vapeur.  L'exploitant a indiqué que la durée d'un OTNOC était d'environ 3h si la chaudière était froide et 30 min à 1h si la chaudière est déjà chaude. L'exploitant utilise le logiciel WEX qui enregistre toutes les émissions de la chaufferie. De cette manière, chaque dépassement de VLE en période normale de fonctionnement est transmis et les concentrations émises en période autre que normal sont enregistrées en interne. En cas de situation de OTNOC, la procédure est d'ajuster la puissance vapeur pour atteindre la valeur seuil de 40 T de vapeur.  Remarque : les flux de polluants rejetés renseignés annuellement dans le portail GEREPE doivent prendre en compte l'ensemble des émissions de la chaufferie quel que soit le mode de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet